

## **La France et le désarmement nucléaire**

*Général d'armée aérienne (ret) Bernard Norlain*

*Vice-Président d'Initiatives pour le Désarmement Nucléaire*

*Astana, 29 Août 2016*

Le 25<sup>ième</sup> anniversaire de la fermeture du site de test nucléaire de Semipalatinsk est tout à la fois un symbole et un puissant levier pour agir concrètement en faveur d'un monde libéré de la menace des armes nucléaires. Je rends ainsi hommage au Kazakhstan qui par l'abandon de son arsenal nucléaire, par son impulsion décisive pour la création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie centrale, a pris des décisions politiques fortes et difficiles pour apporter la preuve qu'un processus d'élimination et d'interdiction complète des armes nucléaires est possible.

Ces décisions politiques doivent guider l'action des Etats nucléaires car ils apportent la preuve qu'un tel processus est non seulement possible mais surtout réalisable.

Comme vous le savez peut-être la France a beaucoup fait pour réduire ses forces nucléaires notamment en diminuant de moitié le nombre de ses armes mais aussi en signant et ratifiant le Traité d'interdiction des essais nucléaires et en démantelant son site d'essais dans le Pacifique, rendant ainsi irréversible sa décision de ne plus procéder à des essais nucléaires aériens ou souterrains. De façon unilatérale la France a également supprimé la composante sol-sol de son arsenal nucléaire et réduit d'un tiers sa composante aérienne. Elle a aussi stoppé sa production de matériaux fissiles à usage militaire et démantelé les sites de production de ces matériaux.

Plus généralement la France s'est toujours prononcée pour le désarmement nucléaire. Dans son discours sur la dissuasion en 2015, le Président de la République François Hollande a ainsi déclaré « Je partage l'objectif de l'élimination totale des armes nucléaires » tout en ajoutant « mais quand le contexte stratégique le permettra »<sup>1</sup>. Dans ce même discours le Président a précisé la vision française d'un processus de désarmement en déclarant « la politique extérieure de la France reste pleinement mobilisé en faveur du désarmement. »

---

<sup>1</sup> Discours Istres du 19 Février 2015

Quelques années auparavant, la France, occupant alors la présidence de l'Union européenne, avait préparé pour la conférence de 2010 du Traité de Non Prolifération, un plan d'action pour le désarmement comportant un certain nombre de mesures, en particulier la ratification universelle du traité d'interdiction des essais nucléaires et du traité interdisant la production de matériaux fissiles à usage militaire.

Ainsi la France proclame sa volonté d'instaurer un monde sans armes nucléaires, mais considère dans le même temps que le contexte stratégique ne permet pas encore d'engager un processus de désarmement.

Concrètement au plan conceptuel elle continue d'affirmer que l'arme nucléaire est la garantie ultime de sa sécurité et au plan des moyens elle modernise ses forces nucléaires – on évoque déjà un coût de 50 milliards d'euros sur 20 ans - elle développe un programme de simulation d'essais nucléaires très sophistiquée et de nouvelles ogives nucléaires. Tout est donc fait pour accroître l'efficacité de ce troisième arsenal nucléaire mondial

Face à cette nouvelle situation nous avons décidé de créer aux côtés du réseau de parlementaires que constitue le PNND, et d'organisations comme ICAN, Pugwash et bien d'autres déjà existantes, une association « Initiatives pour le Désarmement Nucléaire –IDN » dont le but est d'instaurer en France un débat public et parlementaire sur les aspects stratégiques et humanitaires de l'arme nucléaire ». Débat qui n'existe pas encore.

Mais la France n'est pas la seule à s'être engagée dans une nouvelle course aux armements nucléaires. Tous les pays nucléaires développent des programmes de modernisation de leurs arsenaux qui nécessitent des financements colossaux.

Et pourtant dans le monde complexe et incertain, en pleine mutation dans lequel nous vivons, la question de la pertinence stratégique des armes nucléaires et de la menace qu'elles représentent pour la sécurité du monde se pose avec d'autant plus d'acuité que pour la première fois l'humanité s'est donné les moyens de se détruire elle-même. L'existence de ces armes ne peut qu'encourager la prolifération et rendre inévitable des conflits nucléaires. Pendant combien de temps encore allons-nous échapper à une guerre nucléaire, à un incident nucléaire militaire ou encore à un acte terroriste nucléaire ?

Aussi nous devons encourager et promouvoir toutes les initiatives qui visent à réduire dans un premier temps puis à éliminer les risques que représentent les armes nucléaires. Dans ce processus, le débat qui vient de s'instaurer aux Etats-Unis sur la possibilité de l'adoption par le Président Obama du principe de non-emploi en premier – No First Use – mérite un large soutien de tous, d'autant plus nécessaire que la plupart des autres pays nucléaires dont la France ont manifesté leur hostilité à ce principe.

Cette meure, à laquelle on pourrait aussi associer l'augmentation de la transparence permettrait de créer un climat de détente propice à de nouvelles réductions des arsenaux et à de nouvelles mesures de désarmement. Ces mesures de désarmement se doivent d'être multilatérales, c'est-à-dire associer les 5 pays nucléaires reconnus par le Traité de non-prolifération.

Dans cette dynamique le rôle des parlementaires est fondamental puisqu'ils participent directement à l'élaboration des politiques de sécurité de leurs pays.

Mais c'est aux Etats eux-mêmes que revient la responsabilité finale de leur choix stratégiques qui engagent la sécurité du monde. Initiatives pour le Désarmement Nucléaire a depuis plusieurs mois multiplié les initiatives directes envers les autorités gouvernementales pour créer un dialogue positif sur ce sujet vital. IDN souhaite ainsi que, lors du débat qui va intervenir prochainement sur cette future résolution à l'Assemblée générale de l'ONU destinée à lancer cette conférence d'interdiction des armes nucléaires en 2017, la France adopte une posture positive. Ce qui permettra d'aider à l'émergence du « *contexte stratégique* » évoquée par le Président Hollande.

-----

**Initiatives pour le Désarmement Nucléaire - IDN**, est une organisation française créée par **Paul Quilès**, Président IDN et ancien ministre de la défense, Général **Bernard Norlain** Vice-président IDN, **Jean-Marie Collin** Vice-président IDN, Expert.

contact@idn-france.org - www.idn-france.org - @IDNuc